



## [ INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE ]

# Des assureurs encore timides

■ L'Association française de l'assurance vient de publier une étude sur la stratégie de ses membres en matière d'investissement socialement responsable. Si la volonté est là, il reste encore du chemin à parcourir.

Le développement durable et la finance ne sont plus forcément incompatibles. Investir son argent dans des entreprises qui ne sont ni polluantes et qui respectent l'homme et son environnement est aujourd'hui possible, *via* les fonds labellisés ISR – pour investissement socialement responsable. Pour autant, les assureurs, qui font partie des investisseurs institutionnels (les fameux « zinzins ») aux côtés des banques et des fonds de pension, sont-ils actifs dans la promotion de ces placements responsables? Pas vraiment, à en croire une récente étude de l'Association française de l'assurance (Afa).

### Une part encore faible des encours des assureurs

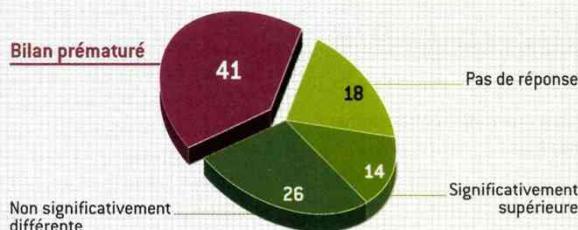
Ainsi, d'après cette enquête réalisée auprès des membres de la Fédération française des sociétés d'assu-

### DE L'ESG DANS L'ISR

■ L'ISR, c'est un peu comme le bio auparavant. Il n'existe pas de dispositif réglementaire aujourd'hui, et, du coup, chaque investisseur développe sa propre pratique. En France, Novethic, filiale de la Caisse des dépôts, à la fois média sur le développement durable et centre de recherche sur l'investissement socialement responsable (ISR), labellise les fonds. C'est également le principal observateur de l'ISR en France et unique source de statistiques sur ce marché. Selon cette société, l'intégration ESG désigne la prise en compte des critères extrafinanciers pour l'évaluation, par les entreprises, des impacts environnementaux (efficacité énergétique, gestion des ressources en eau et des déchets...), sociétaux (droit de l'homme, lutte contre la corruption...) et de gouvernance (transparence, relation avec les actionnaires). Les investissements labellisés ISR sont des investissements qui intègrent systématiquement les trois critères ESG dans l'appréciation et la sélection des actifs, selon différentes approches reconnues (« best in class », thématiques, partage, solidaires...).

### TROP TÔT POUR CALCULER LA PERFORMANCE

La rentabilité de vos investissements intégrant les critères ESG par rapport à ceux ne les intégrant pas paraît-elle significative (réponses en %) ?



Nombre d'assureurs estiment ne pas avoir encore assez de recul pour apprécier la rentabilité des fonds intégrant des critères d'environnement, sociaux et de gouvernance (ESG), laquelle doit être jugée sur le long terme.

type de supports, et un certain nombre d'acteurs changent de stratégie, poussés par l'exigence des épargnants», explique Olivier Arroua.

### Un besoin d'information pas encore satisfait

D'après l'étude, 75% des sociétés du marché intègrent les critères ESG – pour environnement, social et gouvernance – dans leurs décisions d'investissement, mais seulement 24% déclarent le faire systématiquement. Les investisseurs manquent, il est vrai, encore de recul et de visibilité sur ce nouveau type de fonds. La plupart des sociétés interrogées considèrent que les bases statistiques sont encore insuffisantes dans ce domaine. Ce manque d'information contribue aussi à « peser » sur la performance de ces fonds. La vertu n'est pas forcément la plus payante à court terme. « La surperformance artificielle n'est pas compatible avec les ISR. Les rendements ne doivent pas être comparés en valeur absolue, mais en tenant des risques associés et souvent cachés », explique Olivier Arroua. En fait, investir dans une gestion responsable d'actifs revient à prendre son mal en patience, car la rentabilité de ces fonds ne peut être jugée... que sur le long terme.

■ FLORIANE BOZZO

rance (FFSA) et du Groupement des entreprises mutuelles d'assurance (Gema), les OPCVM labellisés ISR représentent 0,8% des encours totaux des assureurs à fin 2010. Une part qui paraît relativement limitée par rapport à la promotion récurrente de ce type de supports depuis la crise financière.

« Tout dépend des assureurs, mais, de l'intention aux actes, il y a encore du chemin à parcourir. Allianz est extrêmement actif, et Groupama s'y intéresse également. La culture RSE [responsabilité sociale des entreprises, NDLR] de Generali est largement développée. Même si la proportion est faible, cela ne signifie pas qu'ils s'en désintéressent », commente Olivier Arroua, associé du cabinet de conseil Selenis.

Le poids des OPCVM labellisés ISR chez les assureurs est tout de même passé de 11,9 Md€ à 13,6 Md€, soit une augmentation de 14% entre 2009 et 2010. « La crise a affecté le moral des investisseurs. Il y a donc de plus en plus la volonté de développer ce

### LE CHIFFRE

# 68,3 Md€

Le montant des placements ISR détenus par la clientèle française.

SOURCE : NOVETHIC